

IV

nada qu'il ne l'a jamais été aux Etats-Unis. Nous recevons une plus forte proportion d'éléments étrangers que la république américaine n'en a jamais accueillie. Grâce à la négligence criminelle et souvent à la complaisance des autorités canadiennes, nous laissons entrer en foule des êtres tarés au moral et au physique, à qui les portes du pays voisin restent fermées. Cette facilité, coïncidant avec l'adoption de mesures de plus en plus restrictives aux Etats-Unis, tend à nous attirer plus que jamais les pires éléments migratoires. Enfin, la concentration de la majeure partie de ces immigrants dans les provinces de l'Ouest, aggrave rapidement les causes de dissension, déjà trop marquées, entre les deux grandes divisions territoriales du Canada.

* * *

Ce péril, ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier que nous le dénonçons au peuple canadien. Dès 1906, nous l'avons signalé, à la Chambre des Communes, Lavergne et moi. Nous avons réclamé l'abolition totale du système abominable des primes à l'immigrant et l'adoption de mesures préventives contre la mauvaise immigration.

Au cours des articles que le *Devoir* a publiés, à la suite du voyage que j'ai fait dans l'Ouest, en juin dernier, je me suis appliqué principalement à démontrer en quoi l'invasion étrangère menace l'unité nationale de la Confédération.

Dans son enquête, M. Pelletier s'est préoccupé avant tout de la valeur morale et physique des immigrants. Il a observé sur place, consciencieusement et sans parti pris, de quelle manière s'appliquent les lois fort imparfaites qui sont censées protéger le pays contre l'introduction d'éléments *indésirables*.

Tout homme de bonne foi admettra que ses conclusions d'ensemble s'imposent à l'attention immédiate du gouvernement et du parlement. Il faut une enquête sérieuse et complète, et l'adoption de réformes radicales dans la loi et dans son fonctionnement.

Le travail si fouillé de mon excellent collaborateur me confirme dans l'opinion que j'exprimais, ici même, le 29 juillet, et que j'offre de nouveau aux lecteurs du *Devoir*, comme conclusion générale de l'étude de M. Pelletier :

"La seule méthode efficace [d'enrayer le mal] serait de faire exactement le contraire de ce qui s'est fait jusqu'ici ; qu'on cesse d'encourager l'immigration, sauf le rapatriement des Canadiens ; qu'on donne aux agents du ministère de l'Intérieur, en Europe, une direction absolument contraire à celle qu'ils ont reçue jusqu'ici : *enrayer* l'immigration au lieu de la *stimuler* ; qu'on élimine les immigrants "non désirables" au point de départ et non à l'arrivée ; qu'on surveille étroitement l'embauchage des ouvriers et des terrassiers par les compagnies de chemins de fer ; qu'on ne laisse pénétrer, autant que possible, que les immigrants vraiment "désirables" des Iles britanniques et des pays de lan-